

AGENCE DE RÉGULATION DES MARCHÉS PUBLICS
PUBLIC CONTRACTS REGULATORY AGENCY

APPEL A CANDIDATURE N° 00000004/ARMP/CCP-BTP/21 du 27 MAI 2021
pour la catégorisation des entreprises de travaux relevant du
sous-secteur « Hydraulique et Assainissement ».

1. CONTEXTE

Dans le cadre de l'amélioration de la performance du système des Marchés Publics, le Premier Ministre, Chef du Gouvernement a fixé par arrêté n°016/PM du 1^{er} février 2016 les modalités de catégorisation des prestataires dans le secteur du Bâtiment et des Travaux Publics (BTP).

A ce titre, le Directeur Général de l'Agence de Régulation des Marchés Publics lance un appel à candidature pour la catégorisation des entreprises de travaux relevant du sous-secteur « Hydraulique et Assainissement ».

2. OBJET DE L'APPEL A CANDIDATURE

Le présent appel vise à catégoriser les entreprises de droit camerounais aptes à réaliser les prestations du sous-secteur considéré, dans l'une des cinq (5) catégories suivantes :

CATEGORIE	NIVEAU DE COMPLEXITE	ENTREPRISES CONCERNEES
A	Travaux de très grande envergure, quel que soit le niveau de complexité	Grandes entreprises qui emploient plus de deux cent (200) personnes et dont le chiffre d'affaires annuel hors taxes est supérieur à dix milliards (10 000 000 000) FCFA
B	Travaux de grande envergure ou d'un grand niveau de complexité	Entreprises qui emploient entre cent-un (101) et deux cent (200) personnes et dont le chiffre d'affaires annuel hors taxes est supérieur à un milliard (1 000 000 000) FCFA et n'excède pas dix milliards (10 000 000 000) FCFA
C	Travaux d'assez grande envergure ou d'un niveau de complexité relativement importante	Entreprises qui emploient entre vingt-une (21) et cent (100) personnes et dont le chiffre d'affaires annuel hors taxes est supérieur à cent millions (100 000 000) FCFA et n'excède pas un milliard (1 000 000 000) FCFA
D	Travaux de moyenne envergure ou de niveau de complexité intermédiaire	Petites et Moyennes Entreprises (PME) qui emploient entre six (06) et vingt (20) personnes et dont le chiffre d'affaires annuel hors taxes est supérieur à quinze millions (15 000 000) FCFA et n'excède pas cent millions (100 000 000) FCFA
E	Travaux de moindre envergure ou de faible complexité	Très Petites Entreprises (TPE) qui emploient au plus cinq (05) personnes et dont le chiffre d'affaires annuel hors taxes n'excède pas quinze millions (15 000 000) FCFA

Les entreprises peuvent être qualifiées et classées dans une ou plusieurs catégories des domaines d'activités ci-après :

a- Hydraulique :

- Adduction d'eau potable ;
- Forages d'eau potable ;
- Dignes et Barrages ;
- Aménagements agro-sylvo-pastoraux.

b- Assainissement Liquide :

- Latrines ;
- Stations de boues de vidange ;
- Stations d'épuration.

3. COMPOSITION DU DOSSIER DE DEMANDE DE CATEGORISATION

Le candidat devra présenter un dossier relié, comprenant deux volumes composés comme suit :

3.1. Volume 1 : Pièces administratives

Les pièces administratives ci-après, datées de moins de trois (03) mois, seront présentées :

❖ ***Conformité du prestataire aux dispositions légales et réglementaires régissant l'accès à la commande publique :***

1. une demande timbrée sur papier en-tête de l'entreprise adressée au Directeur Général de l'Agence de Régulation des Marchés Publics ;
2. un certificat de non-exclusion (CNE) des Marchés Publics délivré par l'ARMP;
3. une attestation délivrée par la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNPS), mentionnant l'effectif du personnel et la masse salariale déclarée par le prestataire durant les trois derniers exercices ou depuis la création de l'entreprise, si cette dernière existe depuis moins de trois ans ;
4. une attestation de non-faillite datant de moins de quatre-vingt-dix (90) jours et délivrée par le Greffe du Tribunal du lieu du siège du candidat ;
5. l'attestation de non-redevance, attestant que le contribuable est en règle avec l'Administration fiscale ;
6. deux (02) copies de la Déclaration Statistique et Fiscale des trois (03) dernières années ou depuis la création de l'entreprise, si cette dernière existe depuis moins de trois ans ;
7. le plan de localisation de l'entreprise signé de son Dirigeant assorti des photos (façades externes) du bâtiment abritant le siège ;
8. la quittance de versement des frais d'examen des dossiers de candidatures comme suit, par catégorie et pour chacun des domaines d'activités :
 - catégorie A : 300 000 FCFA ;
 - catégorie B : 200 000 FCFA ;
 - catégorie C : 100 000 FCFA ;
 - catégorie D : 50 000 FCFA ;
 - catégorie E : 25 000 FCFA.

NB : Ces frais sont acquittés auprès de l'Agent Comptable de l'ARMP ou auprès des services administratifs et financiers des Centres Régionaux de Régulation des Marchés Publics.

❖ ***Structures administratives et techniques ainsi que du capital social :***

1. une copie certifiée conforme du certificat d'immatriculation au registre de commerce ;
2. le(s) certificat(s) de propriété assorti(s) de la quittance de reversement de la taxe foncière ou le(s) contrat(s) de bail.

3.2. Volume 2 : Dossier technique

Au plan technique, le candidat devra produire les pièces ci-après :

❖ ***Qualification et expérience des ressources humaines disponibles en permanence :***

Liste du personnel permanent de maîtrise et d'encadrement, suivant le formulaire n° 4 précisant leurs qualifications professionnelles dans le domaine concerné, assorties des justificatifs exigés à savoir :

- Curriculum vitae daté et signé par l'employé et les divers justificatifs d'expérience ;
- Copie du diplôme (ou équivalent) :
 - certifiée conforme par l'autorité administrative compétente (pour les diplômes de l'enseignement secondaire) ;
 - authentifiée par l'autorité académique l'ayant délivré (pour les diplômes de l'enseignement supérieur).

NB : *S'agissant des diplômes obtenus à l'étranger, les équivalences délivrées par le MINESUP sont requises.*

- Contrat de travail ;
- Attestation d'affiliation à la CNPS ;
- Inscription à un ordre socioprofessionnel, le cas échéant.

❖ ***Équipements techniques et moyens logistiques propres, en rapport avec le domaine d'activité du prestataire :***

- 1- la liste des moyens techniques et logistiques propres accompagnée des justificatifs correspondant suivant le formulaire n° 5 ;
- 2- la fiche descriptive des locaux administratifs et techniques (nombre et surface des bureaux du siège, et des succursales le cas échéant) suivant le formulaire n° 3.

❖ ***Degré de respect des normes de Qualité, d'Hygiène, de Sécurité et de l'Environnement (QHSE), conformément à la grille d'évaluation :***

- 1- Curriculum vitae du responsable du service QHSE ;
- 2- Logistique et matériel dédiés au QHSE.

NB : *Joindre les justificatifs.*

❖ ***Niveau de respect de la législation du travail en vigueur au Cameroun, conformément à la grille d'évaluation :***

- 1- Procès-verbal des élections des délégués du personnel ;
- 2- Assurance responsabilité civile de l'entreprise.

❖ ***Expérience et références des prestations réalisées au Cameroun :***

- 1- la liste détaillée des réalisations de l'entreprise dans le domaine d'activité sollicité durant les dix (10) dernières années suivant le formulaire n° 6 ;
- 2- les procès-verbaux de réception provisoire et/ou définitive ;
- 3- les copies des pages essentielles (celles relatives à l'objet, au montant, à l'identification des cocontractants) des marchés, conventions ou contrats exécutés dans le sous-secteur « Hydraulique et Assainissement ».

Le dossier de candidature devra être accompagné des formulaires ci-dessous dûment remplis, datés et signés. Il s'agit de :

Formulaire 1 : Autorisation permanente de vérification des déclarations ;

Formulaire 2 : Récapitulatif des pièces versées au dossier ;

Formulaire 3 : Fiche d'identification du candidat ;

Formulaire 4 : Liste du personnel permanent du candidat ;

Formulaire 5 : Liste du matériel technique et logistique propre du candidat ;

Formulaire 6 : Liste des expériences et références les plus pertinentes du candidat des 10 dernières années.

4. CRITERES D'EVALUATION

4.1.Critères de rejet :

- absence d'une pièce du dossier administratif ;
- fausses déclarations ou falsification des pièces ;
- absence de(s) certificat(s) de propriété assorti(s) de la quittance de reversement de la taxe foncière ou de(s) contrat(s) de bail;
- absence d'un minimum de moyens logistiques et techniques exigé dans la catégorie sollicitée ;
- effectif du personnel technique permanent inférieur au minimum exigé par catégorie
- absence du plan de localisation du Bureau d'Études Techniques ou Cabinet signé de son Dirigeant assorti des photos (façades externes) du bâtiment abritant le siège.

4.2.Critères essentiels :

Les candidats seront évalués en deux (02) étapes :

- i. la qualification ;
- ii. la classification.

A cet égard, il sera tenu compte :

Pour la qualification :

- de la conformité du prestataire aux dispositions légales et réglementaires régissant l'accès à la commande publique ;
- des structures administratives et techniques ainsi que du capital social ;
- des équipements techniques et moyens logistiques propres, en rapport avec la ou les activités pour lesquelles le prestataire souhaite fournir des prestations (se référer au minimum exigé dans la catégorie sollicitée) ;
- de l'expérience et des références des prestations déjà réalisées au Cameroun ;
- de la qualification et de l'expérience des ressources humaines disponibles en permanence ;
- du plan de localisation du Bureau d'Études Techniques ou Cabinet signé de son Dirigeant assorti des photos (façades externes) du bâtiment abritant le siège.

Pour les prestataires ayant moins de trois (03) ans d'existence, l'expérience et les références du promoteur ou des responsables techniques seront prises en compte lors de son évaluation.

Pour la classification :

- du ou des domaines d'intervention ;
- de la situation administrative (effectif du personnel et masse salariale) ;
- du chiffre d'affaires ;
- du niveau d'expertise du personnel technique permanent ;
- de l'importance des moyens techniques et logistiques ;
- du degré de respect des normes de Qualité, d'Hygiène, de Sécurité et de l'Environnement (QHSE) ;
- du niveau de respect de la législation du travail en vigueur au Cameroun ;
- du montant maximum des marchés ou contrats auxquels le prestataire peut soumissionner ;
- de l'expérience dans la réalisation des prestations concernées.

- du niveau de respect de la législation du travail en vigueur au Cameroun ;
- du montant maximum des marchés ou contrats auxquels le prestataire peut soumissionner ;
- de l'expérience dans la réalisation des prestations concernées.

5. RETRAIT ET DÉPÔT DES DOSSIERS

Le dossier de candidature ainsi que les grilles d'évaluation peuvent être obtenus tous les jours aux heures ouvrables auprès (i) de la Commission chargée de la Catégorisation des Prestataires du secteur du Bâtiment et des Travaux Publics (CCP-BTP), à l'immeuble siège de l'ARMP sis à Mballa II, Téléphone : 243 00 51 66, 697 17 37 70, 243 59 65 62, 243 73 36 49, E-mail : ccp-btp@armp.cm, (ii) dans les Centres Régionaux de Régulation des Marchés Publics ou (iii) téléchargés sur les sites web armp.cm et categorisation.armp.cm.

Les dossiers de candidature rédigés en français ou en anglais en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies devront être déposés, contre décharge, au Service Courrier de l'ARMP, téléphone : 222 201 803, sis au rez-de-chaussée de l'immeuble siège à Mballa II, ou dans les Centres Régionaux de Régulation des Marchés Publics, entre 7heures 30 minutes et 15 heures au plus tard, heure locale, avec la mention:

«APPEL A CANDIDATURE N° _____/AAC/ARMP/CCP-BTP/20 DU _____ POUR LA CATEGORISATION DES PRESTATAIRES RELEVANT DU SOUS-SECTEUR « ENERGIE».

La date limite de recevabilité des dossiers de candidature est fixée au **08 juillet 2021**.

6. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Les renseignements complémentaires au présent appel à candidature peuvent être obtenus tous les jours aux heures ouvrables auprès de la CCP-BTP, Téléphone : 243 00 51 66, 697 17 37 70, 243 59 65 62, 243 73 36 49, E-mail : ccp-btp@armp.cm, ou dans les Centres Régionaux de Régulation des Marchés Publics.

7. PUBLICATION DES RÉSULTATS

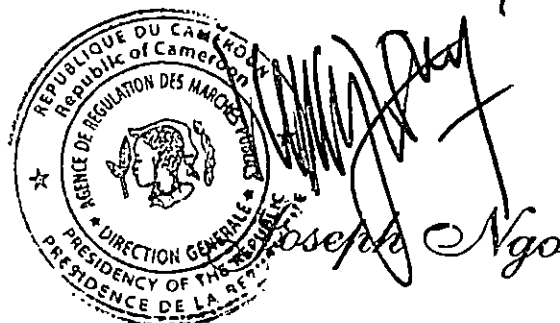
Les entreprises catégorisées seront informées des résultats par communiqué du Directeur Général de l'ARMP publié dans les organes de publication habilités et sur les sites web de l'ARMP et de la CCP-BTP.

Ampliation : - MINEE (ATCR)

- Pdt/CCP-BTP (pour info)
- C/CRRMP (pour affichage)
- JDM & site Web/ARMP (pour publication)

Yaoundé, le 12.7 MAI 2021

LE DIRECTEUR GENERAL,



PUBLIC CONTRACTS REGULATORY AGENCY
AGENCE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS

CALL FOR CANDIDATURES No. 1000000004 /ARMP/CCP-BTP/21 of 27 MAI 2021
for the categorisation of companies in the “Water and Sanitation” sub-sector.

1. BACKGROUND

In order to improve the performance of the public contracts system, the Prime Minister, Head of Government by Order No. 016/PM of 1 February 2016 laid down the terms and conditions for the categorisation of service providers in the Building and Public Works (BTP) sector.

In this regard, the Director General of the Public Contracts Regulatory Agency hereby launches a call for candidatures for the categorisation of companies of the “Water and Sanitation” sub-sector.

2. SUBJECT OF THE CALL FOR CANDIDATURES

This call for candidatures is aimed at categorising companies governed by Cameroonian law capable of providing services in the sub-sector concerned, in one of the following five (5) categories:

CATEGORY	LEVEL OF COMPLEXITY	COMPANIES CONCERNED
A	Very large-scale works, regardless of the level of complexity	Large companies having more than two hundred (200) employees with an annual turnover before tax higher than one billion (10,000,000,000) CFA F
B	Large-scale or highly complex works	Companies having between one hundred and one (101) and two hundred (200) employees with an annual turnover before tax higher than one billion (1,000,000,000) CFA F and not exceeding ten billion (10,000,000,000) CFA F
C	Fairly large-scale or relatively complex works	Companies having between twenty one (21) and one hundred (100) employees with an annual turnover before tax higher than one hundred million (100,000,000) CFA F and not exceeding one billion (1,000,000,000) CFA F
D	Medium-scale works or works of intermediate complexity	Small and Medium-Sized enterprises (SMEs) having between six (6) and twenty (20) employees with an annual turnover before tax higher than fifty million (15,000,000) CFA F and not exceeding one hundred million (100,000,000) CFA F

E	Small-scale or low-complexity works	Very small companies having up to five (5) employees with an annual turnover before tax not higher than fifteen million (15,000,000) CFA F
---	-------------------------------------	--

Companies can be qualified and classified in one or more categories of the following activities sectors:

a- Water:

- drinking water supply;
- drinking water boreholes;
- dikes and dams;
- agro-sylvo-pastoral development.

b- Wastewater Treatment:

- latrines;
- sewage sludge plant;
- water treatment plant.

3. CATEGORISATION CANDIDATURE FILE

The candidate should submit a bound file comprising two volumes as follows:

3.1. Volume 1: Administrative file

The following administrative documents, not older than three (3) months, should be submitted:

❖ ***Compliance of the service provider with legal and regulatory provisions governing access to public procurement:***

1. A stamped application on the company's letterhead addressed to the Director General of the Public Contracts Regulatory Agency;
2. A Certificate of Non-Exclusion (CNE) from public contracts issued by ARMP;
3. A clearance certificate issued by the National Social Insurance Fund (NSIF), indicating the number of staff and the payroll reported by the service provider during the last three financial years or since the creation of the company, if the later was created less than three years ago;
4. A Proof of solvency of less than ninety (90) days issued by the Court Registry of the place where the candidate's head office is located;
5. A debt clearance certificate, attesting that the tax payer is in good standing with the Tax Administration;
6. Two (2) copies of the Statistical and Tax Declaration of the last three (3) years or since the creation of the company, if the later was created less than three years ago;
7. A location plan of the company signed by its manager with pictures (external views) of the head office building attached;
8. A receipt of payment of fees for the examination of the candidature file by category and for each area of activity as follows:
 - category A: 300,000 CFAF;
 - category B: 200,000 CFAF;
 - category C: 100,000 CFAF;
 - category D: 50,000 CFAF;
 - category E: 25,000 CFAF.

Note: these fees are to be paid to the Accounting Officer of ARMP or in the administrative and financial services of the Regional Centres for the Regulation of Public Contracts.

❖ Administrative and technical structures as well as share capital:

1. A true certified copy of the certificate of registration in the Trade Register;
2. Certificate(s) of ownership and receipt of payment of the property tax or lease contract(s).

3.2. Volume 2: Technical file

The candidate should submit the following technical documents:

❖ Qualification and experience of permanent staff:

- List of permanent supervisory and management staff, according to form No. 4, stating their professional skills in the given domain, as well as required supporting documents, namely:
 - A curriculum vitae dated and signed by the employee and the various documents justifying his/her experience;
 - A copy of the diploma (or equivalent);
- signed by a competent administrative authority (for secondary education);
- authenticated by the competent academic authority (for higher education).

Note: As concerns diplomas obtained abroad, the equivalences delivered by MINESUP are required.

Employment contract;

- Certificate of Registration with the NSIF;
- Registration with a socio-professional order, if applicable.

❖ Personal technical equipment and logistics related to the activity sector of the service provider:

- 1- The list of personal technical equipment and logistics with corresponding supporting documents attached according to form No. 5;
- 2- The descriptive sheet of the technical and administrative sites (number and surface area of offices at the head office, and of branches if any) in accordance with form No. 3.

❖ Level of compliance with Quality, Hygiene, Safety and Environment (QHSE) standards, according to the evaluation scale:

- 1- Curriculum vitae of the QHSE manager;
- 2- Logistics and equipment devoted to QHSE

Note: Make sure you attach supporting documents.

❖ Level of compliance with the labour legislation in force in Cameroon, according to the evaluation scale:

- 1- Official report of the election of staff representatives
- 2- Third party liability insurance of the company

❖ Experience and references for services delivered in Cameroon:

- 1- Detailed list of services performed by the company in the given activity sector over the last ten (10) years in accordance with form No. 6;
- 2- Official reports of provisional and/or final acceptance;
- 3- Copies of the essential pages (those relating to the subject, the amount and the identification of contractors) of contracts or agreements executed in the "Water and Sanitation" sub-sector.

The forms hereinafter, duly filled, dated and signed, should be attached to the candidature file. These are :

Form 1: Permanent authorisation to check the veracity of declarations;

Form 2: Summary of the file documents;

Form 3: Candidate's identification form;

Form 4: List of permanent staff;

Form 5: List of candidate's technical equipment and logistics;

Form 6: List of the most relevant experiences and references of the enterprise for the last 10 years.

4. EVALUATION CRITERIA

4.1. Rejection criteria:

- Absence of a document in the administrative file;
- False declarations or forged documents;
- Absence of Certificate(s) of Ownership and a receipt indicating payment of the property tax or lease contract(s);
- Absence of a minimum of required technical equipment and logistics in the category concerned;
- Number of permanent technical staff inferior to the minimum required for each category;
- Absence of a location plan of the engineering company or consulting firm signed by its manager with pictures (external views) of the head office building attached.

4.2. Essential criteria:

Candidates shall be evaluated at two (2) levels:

- i. Qualification
- ii. Classification

In this regard, the following shall be considered:

For qualification:

- compliance of the service provider the legal and regulatory provisions governing access to public procurement;
- administrative and technical structures as well as share capital;
- personal technical equipment and logistics related to the activities for which the service provider intends to provide services (refer to the minimum required in the category concerned);
- experience and references for services already provided in Cameroon;
- qualification and experience of the permanent staff;
- location plan of the company signed by its manager with pictures (external views) of the head office building attached.

For companies created less than three (3) years ago, the experience and references of the founder or technical officials shall be taken into account during the evaluation.

For classification :

- activities sector(s);
- administrative situation (number of staff and payroll);
- turnover;

- level of expertise of the permanent technical staff;
- quantity of technical equipment and logistics;
- level of compliance with Quality, Hygiene, Safety and Environment (QHSE) standards;
- level of compliance with the labour legislation in force in Cameroon;
- maximum amount of contracts for which the service provider can bid;
- experience in the delivery of the services concerned.

5. WITHDRAWAL AND SUBMISSION OF FILES

The candidature file and the evaluation scales can be obtained every day during working hours from (i) the Commission in charge of the Categorisation of Service Providers in the Building and Public Works sector, found in the head office of ARMP located in Mballa II, telephone: 243 00 51 66, 243 00 49 78, 243 59 65 62, 243 73 36 49, E-mail: ccp-btp@armp.cm, (ii) ARMP Regional Centres or (iii) downloaded from the Commission's website (categorisation.armp.cm).

Candidature files prepared in English or French in seven (7) copies, including **one (1) original and six (6) copies** should be submitted against receipt, to the Mail Service of ARMP, telephone: 222 201 803, on the ground floor of the head office building in Mballa II, or in ARMP Regional Centres, between 7.30 a.m. and 3 p.m. latest, local time, with the indication:

CALL FOR CANDIDATURES No. _____/AAC/ARMP/CCP-BTP/21 of _____ FOR THE CATEGORISATION OF SERVICE PROVIDERS IN THE "WATER AND SANITATION" SUB-SECTOR.

The deadline for the submission of candidature files is scheduled on **8 July 2021**.

6. ADDITIONAL INFORMATION

Further information may be obtained everyday during working hours from the Commission in charge of the Categorisation of Service Providers in the Building and Public Works sector, telephone: 243 00 51 66, 243 00 49 78, 243 59 65 62, 243 73 36 49, E-mail: ccp-btp@armp.cm, or ARMP Regional Centres.

7. PUBLICATION OF RESULTS

Categorised companies that have been shall be informed of the results by a release from the Director General of ARMP in authorised publications and on the websites of ARMP and the Commission (www.armp.cm and categorisation.armp.cm).

Copies : - MINEE (for information)
 - Chairperson/CCP-BTP (for information)
 - Head/PCRRC for the Centre (Notice board)
 - JDM and ARMP Website (for publication)

Yaounde, 27 MAI 2021

THE DIRECTOR GENERAL

